chaque vendredi 2,50€

Le TC
hebdo communiste des P.-O.

Le Travailleur Catalan
l'hebdo



Les luttes, la joie !

Intergénérationnelle, festive, musicale, la manifestation a parcouru les grands boulevards de Perpignan !

2,50 € - N° 4138 - Du 13 au 19 novembre 2026

• **Dossier**
Le logement p. 4 à 8

• **USAP**
Le trou noir p.11

• **Espagne**
Élections anticipées p. 15

l'Édito

Michel Marc

Aller plus loin



Les citoyens l'ont bien compris. Et ce n'était pas joué d'avance. On évoque même un sentiment de surprise chez les commentateurs. Dans une période électorale envahissante, dans ce temps de valorisation irrationnelle de l'élection présidentielle, de starisation et de personnalisation extrême des candidates et des candidats, nombre d'entre eux, nombre de citoyens, demandent des comptes politiques, s'intéressent à ce qui est fondamental, aux choix faits et à faire, à l'avenir à construire. C'est tant mieux. Le dernier congrès du PCF exprimait avec conviction cette idée : « *n'attendons pas les élections pour changer les choses, pour gagner des avancées sociales. Luttons, manifestons, rassemblons aujourd'hui, sous peine de grosses désillusions. Chaque mobilisation comptera* ». D'autres forces allaient dans le même sens, forces politiques et syndicales. C'est inédit dans l'histoire. Les ultracrépidariens des plateaux et des studios, les « *experts en tout* », le reconnaissent en chœur : À quelques mots près, ils avouent : « *jamais, dans une période pré-électorale, un mouvement d'une telle diversité et d'une telle ampleur ne s'était produit* ».

Les rencontres du début de semaine avec le premier ministre, excluant les fonctionnaires, n'ont rien donné de bon. La déception est grande. C'est l'aumône dominicale. Les syndicats se préparent à poursuivre la mobilisation. Le budget est sur la table de l'Assemblée nationale. De la droite au RN, on refuse d'examiner la question de recettes nouvelles. Les représentants de la grande bourgeoisie capitalistes défendent les leurs, toutes griffes dehors : « *l'augmentation du SMIC va générer du chômage de masse, les capitaux vont quitter la place, le ciel va nous tomber sur la tête...* ». Assurément, il va falloir pousser plus fort, bien plus fort. Les grèves, dans le public et dans le privé, devront encore gagner en intensité et en nombre. C'est à ce prix que des avancées pourront être obtenues.

Annonces

→L'association " Loisirs et Solidarité des Retraités 66 Pays Catalan" organise sa rifle annuelle
Samedi 14 novembre 2026 - 14h30 à la salle Jeantet Violet à Thuir.

→Petit-déjeuner littéraire
Samedi 14 novembre à 10h30 – Médiathèque, 33 rue de l'Hospice – Prades.

→Manifestation nationale des retraité·es
Jeudi 19 novembre à 11h – Devant la gare Montparnasse – Paris.

→La Têt a t-elle des droits ?
Samedi 21 novembre de 15h à 22h - Parc de la Médiathèque - Millas..

→Débriefing du festival du livre les Traversées Walter Benjamin
Samedi 28 novembre à 17h – L'Alchimie, 3 rue de l'Hospice – Prades.







Suivez-nous

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : redaction@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0630 C 84621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication : Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet/© Emmanuel Floquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador/ Oliprint 20 rue Marie Curie - 66200 Elne (France)

Webmaster : Corinne Coquet
Publicité : PHR

Habilité à la parution de vos **annonces légales.**
Contactez-nous par mail : **legales@letc.fr**






© Emmanuel Floquet

Samedi 7 novembre, une journée de réflexion et d'échanges était organisée à Cabestany pour développer notre hebdomadaire. Léo Purguette, directeur de *La Marseillaise* encourageait l'initiative au travers d'une vidéo. Rosa Moussaoui, journaliste aguerrie de *l'Humanité* était présente et apportait son expertise. Les échanges, riches et variés, ont duré plusieurs heures. On y abordait les questions de ligne éditoriale, de formats et de finances du journal. Une quarantaine d'intervenants ont pu donner leur point de vue. Chacun portait l'espoir pour que ce journal issu du Front populaire et qui fête ses 90 ans soit encore plus près des réalités de ce département et de ceux qui souffrent des politiques ultralibérales qui brisent des vies plus tard, après l'apéritif, le moment où on dit tout ce qui n'a pas été encore dit, plus de 100 personnes ont partagé un grand repas populaire et fraternel, préparé de main de maître par l'association des « *Amis du TC* ». De quoi mettre quelques « *sous* » dans la corbeille financière pour « *sauver l'édition* ». L'urgence est là. N'oublions pas les quelques abonnements réalisés, qui sont venus conforter les participants dans leurs efforts.

L'après-midi s'est poursuivie au cinéma avec la projection de deux court-métrages de René Vautier - « *Afrique 50* » et « *À propos de. … L'autre détail* ».

Une belle journée fraternelle et pleine d'espoir pour que vive *Le Travailleur Catalan.*

Visca ! Sem i Serem !

Jean Vilert,
directeur de publication

Pluralisme de la presse : un combat d'avenir

Le Travailleur Catalan veut écrire la suite !

Écrire la suite du Travailleur Catalan : cette volonté a rassemblé de nombreux militants communistes, syndicaux et associatifs le 7 novembre, au centre culturel Jean Ferrat à Cabestany, lors d'une journée consacrée au développement du journal. Avec une ambition commune : le faire vivre, le développer et l'adapter aux mutations des médias.

René Granmont, rédacteur au TC, a présenté la situation générale des médias, puis celle du *Travailleur Catalan*. Invitée à nourrir la réflexion, Rosa Moussaoui, journaliste à *l'Humanité*, a ensuite proposé plusieurs pistes.

Un nouveau site pour développer le TC

Corinne Coquet, journaliste/maquettiste salariée au TC, a suscité un vif intérêt en présentant le nouveau site et ses fonctionnalités. Ce « *coup de jeune* » constitue un nouvel atout pour notre hebdomadaire. À nous désormais de le faire vivre et de lui donner toute sa place dans le paysage médiatique des Pyrénées-Orientales.

Coopérer avec les titres de presse indépendants et renforcer l'ancrage local

Le débat a mis en évidence l'importance des projets collaboratifs entre titres de presse indépendants. Il a également souligné la nécessité de s'ouvrir davantage au monde du travail, à la culture, aux associations, à la jeunesse mobilisée et aux autres médias locaux avec lesquels nous partageons l'essentiel. Plusieurs pistes se dégagent :

- Occuper le terrain des luttes sociales de proximité. Produire des enquêtes ou des vidéos sur la précarité des travailleurs saisonniers dans l'agriculture et le tourisme, et mieux documenter les conditions de travail dans les P.-O.
- Affirmer le rôle de contre-pouvoir du TC sur le web. Face à la forte présence de l'extrême droite dans les Pyrénées-Orientales, proposer une information factuelle et analytique, notamment à travers des dossiers thématiques.
- S'appuyer sur l'identité culturelle catalane et transfrontalière. Défendre les cultures et les luttes régionales participe au pluralisme et peut toucher un public plus jeune.

Développer des formats numériques courts, podcasts légers, articles bilingues…

La jeunesse, un enjeu d'avenir pour le TC

Comment toucher un lectorat plus jeune ? Dans le débat, un constat fait consensus : la jeunesse mobilisée dans la rue représente une occasion d'élargir et renouveler le lectorat du TC.

Les combats de cette génération qui entre en politique font écho à ceux du journal :

- l'antifascisme et l'antiracisme ;
- la lutte contre les inégalités sociales et le féminisme ;
- le climat ;
- l'internationalisme, notamment la solidarité avec les Palestiniens.

Cette génération s'informe autrement. Pour la toucher, le TC doit adapter ses formats et ses pratiques : s'approprier de nouveaux outils devient essentiel.

L'attachement à l'identité du TC a été le fil conducteur des débats: celle d'un journal d'opinion qui nourrit un sentiment d'appartenance et donne des clés pour décrypter les luttes locales. Chacune et chacun mesure l'ampleur du travail à accomplir. Un défi qui nous engage toutes et tous !

Evelyne Bordet



dossier logement

Le logement reste un sujet majeur en France et dans le département. Certains citoyen.n.es dorment dans la rue, d'autres dans leurs véhicules et beaucoup dans des logements insalubres. Et ils travaillent ! Pour beaucoup, le budget domestique qui lui est consacré dépasse les 35 % de leurs revenus, empêchant une vie simple, même minimale. Ajoutons les charges en augmentation à propos de l'énergie et du chauffage, dans des logements anciens que l'on appelle passoires thermiques. Les APL, insuffisantes, ne peuvent pas tout. Les demandes de logements sociaux augmentent en même temps que les délais d'attribution. Plusieurs années dans certains cas. Bref, ce marqueur civilisationnel « *Un logement digne pour chacun* » s'effondre, peu à peu. La nation solidaire ne fait plus ce qu'il conviendrait de faire. Alors, tant bien que mal, on fait appel à des associations pour colmater les brèches et éviter les « *morts de froid* ». Dans le dossier qui vous est présenté, nous essaierons d'évoquer l'ensemble. De quoi écrire un livre. Des actions et des luttes sont en cours.

Un besoin criant !

Dans les P.-O., se loger dignement est un véritable parcours d'obstacles, entre offres insuffisantes et prix souvent trop élevés. Le Département des Pyrénées-Orientales est confronté à une forte pression démographique et touristique. Il peine à répondre aux besoins de sa population en matière de logement abordable. Selon les dernières données de l'Insee 2023 pour le département, on compte un total de 368 673 logements parmi lesquels 65,2% de résidences principales, 27,3% de résidences secondaires ou occasionnelles et 7,5% de logements vacants.

Le logement social

Les logements sociaux représentent 11,5 % du parc immobilier total, un taux inférieur à la moyenne nationale et à celui des départements voisins comme l'Hérault (13 %).
Fin décembre 2025, on comptait 15 100 demandes de logement social en attente, dont plus de 10 000 rien que sur la Communauté urbaine Perpignan-Méditerranée alors que 1 900 logements ont été attribués (hors mutations) en 2025 pour un délai d'attente moyen atteignant désormais 15 mois.Le Département annonce 1,5 M€ en 2026 pour aider au financement de 175 nouveaux logements sociaux. Une avancée, certes, mais encore loin de répondre à l'ampleur de la demande.

La loi SRU

Là encore, les P.-O. sont loin d'appliquer la règle qui « *impose aux communes de plus de 3 500 habitants situées dans une agglomération de plus de 50 000 habitants de disposer de 25 % de logements locatifs sociaux par rapport au parc de résidences principales* ». Sur les 19 communes du département soumises à la loi SRU (Solidarité et Renouvellement urbain), une dizaine va devoir s'acquitter de pénalités financières importantes. En cause, leur retard dans la construction de logements sociaux imposée par la loi.

Page réalisée par Michèle Devaux

Le prix des loyers

Alors que les P.-O. sont l'un des départements les plus pauvres de France, le loyer est plus cher qu'ailleurs, c'est le cas sur toute la plaine du Roussillon, du Vallespir, des Albères, de la Côte Vermeille, les plus élevés se trouvent à Canet-en-Roussillon. À Perpignan, le loyer d'une maison tourne autour de 10 €/m², c'est 20 % de plus que la moyenne nationale (8,20 %) et plus qu'à Toulouges ou Canohès et il est plus élevé en centre-ville qu'à Saint-Assiscle. Quant à l'habitat social, le loyer est de 6,19 €/m² en moyenne.



La dégradation du parc immobilier

Outre le constat de la dégradation des centres-villes comme à Perpignan (quartiers Saint-Jacques ou Saint-Mathieu), l'arrière-pays est confronté à l'altitude, au changement climatique, à l'ancienneté du parc immobilier. Enfin, plus spécifiquement, le problème de la cabanisation (construction d'habitations illégales sur des terrains agricoles ou inconstructibles) est préoccupant.

20 novembre

Mobilisation européenne pour le logement

Logements en nombre insuffisant, loyers trop élevés face à un coût de la vie en constante augmentation, habitat indigne... se loger en Europe devient de plus en plus difficile pour beaucoup. On a vu l'énorme mobilisation en Espagne suite à l'expulsion indigne de Marie-Carmen. On a vu des manifestations à Berlin et, dans cette ville le bon résultat de Die Linke qui avait fait campagne sur le sujet du logement. La crise est telle que, réunis à Paris le 3 novembre dernier, les représentants d'associations de locataires de sept pays ont décidé d'une journée européenne de mobilisation pour le logement le 20 novembre.

Logement et précarité

Le cercle infernal

Pour les personnes en grande précarité, le logement est une question cruciale, en la matière, le rôle d'associations comme l'AFFED est essentiel.

C'est un bâtiment coquet au milieu des arbres dans un quartier périphérique de Bompas, nous sommes au CHRS (centre d'hébergement et de réinsertion sociale) Mares i nens. Il est dirigé par Séverine Labre et géré par l'AFFED (association d'aide auprès des femmes et des familles en difficulté) présidée par Monique Pramayon. Dans ce cadre agréable et sécurisant, des femmes de tous âges, certaines avec enfants, qui toutes ont connu la galère. Prostitution, addictions, violences, traumatismes en tous genres, la vie dans la rue… Toutes sont en situation de précarité et qui dit précarité dit grosses difficultés pour se loger. Or, les responsables de l'association l'attestent : « *le logement est une étape pour sortir de la précarité* ». Pour ces femmes, le retour à une vie « *normale* » demande du temps et des moyens. L'AFFED est là pour ça, les amener à l'autonomie totale, grâce à un accompagnement social, psychologique, une aide à la parentalité, des soins…

Une activité associative indispensable

Elles peuvent rester là environ neuf mois, ensuite, la question du logement se pose. Séverine Labre le déplore, « *il n'y a pratiquement plus de turn-over dans les logements sociaux, particulièrement les studios et T5, les T2 sont moins en tension* ». Alors, c'est un travail de longue haleine avec les offices HLM. Quand on n'a pas de formation, pas de véhicule, des enfants à faire garder… comment trouver un travail pour financer le logement ? Comment ne pas retomber dans la précarité ? Les missions de l'AFFED s'adressent aussi à des publics femmes, hommes et familles. L'association loue ainsi une quarantaine de logements en ville qu'elle sous-loue, à loyer modéré, à des ménages en attente de logement. Les publics sont divers. Ils bénéficient d'un accompagnement social qui les aide à reprendre la main sur leur vie et l'équipe doit leur trouver une solution de relogement au bout de 18 mois. Et toujours avec la nécessité de travailler l'autonomie.

On le voit, des associations comme l'AFFED sont éminemment précieuses. Elles méritent d'être connues et soutenues.

Nicole Gaspon



© Emma Vicens



L'ADIL, une aide précieuse face aux difficultés de logement

L'agence départementale d'information sur le logement (ADIL) prodigue gratuitement des conseils juridiques, fiscaux et financiers sur le logement aux locataires, bailleurs, futurs propriétaires en synergie avec tous les acteurs du logement.

Les *ADIL* voient le jour en 1975, mais c'est la loi SRU du 13 décembre 2000 qui leur a donné une base législative. L'ADIL 66 a ouvert ses portes le 15 avril 2013, dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le *Logement des Personnes Défavorisées* (PDALPD), signé le 11 janvier 2011 par l'État, le Département et la CAF. Sa mission, d'intérêt général, est de prévenir les situations de rupture entre locataires et bailleurs comme avec le voisinage, de favoriser l'accession à la propriété et à la rénovation, et de manière générale d'informer chacun sur ses droits et obligations. Le cas échéant, elle redirige les locataires sur des organismes susceptibles de les aider financièrement, dont la CAF ou, pour les rénovations, l'ANAH.

Objet des consultations

La situation sociale du département influe directement sur les demandes de consultations. Avec un taux de pauvreté élevé de 21,2%, de chômage à 16,8% et 11,8% de familles monoparentales, le logement, au lieu d'être un havre, est au cœur des difficultés des gens. En 2025, l'*ADIL* des P.-O. a effectué 9809 consultations*. La grande majorité (4 323) concerne les rapports locatifs. Les impayés représentent 455 consultations et les expulsions, hors cause impayés 162. L'ADIL a alors un rôle de prévention en amont des situations de rupture pour éviter les contentieux. La deuxième demande importante (1592) concerne la recherche de logements, en lien avec l'insuffisance du logement locatif social. 1 362 consultations concernent le logement indigne. Conséquence directe du nombre élevé de logements anciens (64,5% datent d'avant 1990). Enfin, la rénovation énergétique concerne 553 consultations, même si ces demandes sont en baisse notable depuis l'arrêt de ma *Prim Rénov* en juin 2025.

Si l'*ADIL* ne peut pas résoudre les problèmes structurels, elle peut apporter une aide précieuse par son écoute et ses conseils.

A.-M.Delcamp

https://www.anil.org/adil-66/

* Chiffres du rapport d'activités 2025 ADIL66

Cabestany

Un volontarisme social

Les collectivités locales, dont les mairies, essaient de faire face. Le « logement » est l'une de leurs compétences obligatoires. Nous avons ainsi interrogé l'adjointe au logement de la mairie de Cabestany, ville moyenne de 10 000 habitants, Alexandra Raymont.

Quel sens donnez-vous à votre action dans ce cadre ? Quelles sont les compétences de la commune ?

Le logement est avant tout un droit fondamental. Notre priorité est de permettre à chacun d'accéder à un logement de qualité, adapté à ses besoins et à ses revenus. À Cabestany, nous avons toujours fait le choix de prendre nos responsabilités en développant le logement social et la mixité sociale. La commune agit à travers l'urbanisme, la maîtrise du foncier et l'accompagnement des habitants, en partenariat avec les bailleurs sociaux. Mais notre action reste limitée par le manque de moyens de l'État et par les efforts insuffisants de certaines communes en matière de construction de logements sociaux.

Quels sont les problèmes essentiels rencontrés ?

La principale difficulté est le décalage entre le nombre de demandes et les logements disponibles. Cabestany est une commune attractive où les habitants souhaitent rester, ce qui limite la rotation des logements. Dans le privé, les loyers sont souvent trop élevés. Dans le parc social, les délais d'attente s'allongent et les possibilités de mutation restent limitées. Nous rencontrons des situations très diverses : familles qui s'agrandissent, séparations, jeunes qui cherchent un premier logement ou personnes âgées ayant besoin d'un logement adapté. Notre vigilance est également d'éviter que Cabestany devienne un territoire de spéculation immobilière ou qu'elle supporte seule les carences des communes qui ne construisent pas suffisamment de logements sociaux.

Que manque-t-il pour atteindre l'objectif d'un logement digne pour chacun ?

Il manque principalement des moyens financiers, du foncier disponible et une véritable volonté collective entre les territoires. Nous devons développer une offre diversifiée : logements sociaux, logements intermédiaires, accession sociale à la propriété et logements adaptés à chaque étape de la vie. À Cabestany, nous continuerons à prendre nos responsabilités. Notre objectif n'est pas seulement de construire davantage, mais de permettre à chacun de se loger dignement et de pouvoir vivre dans notre commune.

Propos recueillis par Michel Marc



Alexandra Raymont, élue

L'Europe cède aux pressions

Elle aggrave la crise du logement au profit de AirBNB.

Dans une période où les centres de nos villes touristiques deviennent de véritables musées, où les meublés touristiques AirBNB sont en train de chasser les habitants, l'Europe promulgue l'« *Affordable Housing Act* » répondant ainsi aux lobbys immobiliers. « *L'UE détricote les lois nationales contre les peuples et dans l'intérêt des puissants* » analysent ainsi les élus du PCF.

Concrètement, sous couvert de sécurité juridique, la commission veut imposer de nouvelles contraintes aux communes qui souhaitent réglementer les locations touristiques. Nos communes du département verront leur rôle réglementé, dont Perpignan qui, sans surprise, voit se développer ces locations « *touristiques* ». Si le projet est adopté, toute la législation française tomberait. Chaque appartement qui atterrit sur AirBNB pour un usage abusif est un logement qui sort du marché de la location, créant une situation de pénurie ou faisant augmenter le prix des loyers.

Les élus communistes de la Région Occitanie alertent : « *les centre-villes de Toulouse, Montpellier, Sète, Cahors, Rodez, perpignan, Nîmes, Carcassonne ou Albi ne doivent pas devenir des quartiers AirBNB. (…). De la côte méditerranéenne aux villes de l'intérieur, de la Grande Motte à Collioure… nous refusons que le logement devienne une simple marchandise au détriment du droit de chacune et chacun à vivre dans sa ville* ».

Locataires, le RN, cet ami qui vous veut du mal

Lors d'une précédente session au Sénat où, pour la première fois, un groupe RN a pu se constituer, « *l'encadrement des loyers* »un amendement a été voté sur proposition du RN. Le sujet était le suivant :
Ian Brossat, sénateur communiste, proposait sans surprise de pénaliser plus fermement (doubler) les propriétaires bailleurs ne respectant pas la loi, pourtant votée, pour tenter de protéger encore un peu les locataires soumis aux loyers exorbitants et augmentés sans sommation. Rien de plus normal.
Le RN vint alors au secours des propriétaires : « *nous remercions la commission d'avoir écarté le doublement des amendes et nous proposons de poursuivre cet effort en divisant par deux le plafond actuel, soit 2 500€ pour une personne physique* ». Ian Brossat intervenait alors : « *Vous passez votre temps à dire qu'il faut être implacable avec ceux qui enfreignent les lois, mais quand il s'agit des propriétaires bailleurs, ils peuvent faire ce qu'ils veulent* ». Les locataires apprécieront. Le dernier argument RN évoqué laisse pantois : « *trop de lois tue les lois ! Et nous voulons libérer les locataires (???) mais aussi protéger les propriétaires* ».
Dans un autre domaine, et chacun connaît cette litanie xénophobe mensongère : « *la préférence nationale doit s'appliquer lors de l'attribution des logements sociaux* ». On a compris.

Page réalisée par Michel Marc



Le mal-logement est-il une priorité ?

En France, la part des logements sociaux représente environ 17 % à 18 % de l'ensemble des résidences principales (soit près de 5,4 millions de logements locatifs sociaux ou HLM)
Or aujourd'hui, alors qu'il est un des départements où la pauvreté frappe le plus durement, le département des Pyrénées-Orientales, avec un taux de 11,5 % de logements sociaux dans le parc départemental, reste largement en dessous de la moyenne nationale.

Cela se traduit par un volume d'attente de logements sociaux qui atteint 15 100 demandes. C'est-à-dire que 15 100 foyers souhaiteraient obtenir un logement qui leur permette de vivre correctement et ne leur coûte pas les yeux de la tête. En 2025, seules 1 900 attributions ont été réalisées, ce qui porte le délai d'attente moyen à… quinze mois. Les deux tiers de ces demandes sont d'ailleurs concentrés sur le seul territoire de la Communauté urbaine Perpignan-Méditerranée. À noter que dans 40 % des cas, ce que demandent ces familles, c'est un logement de 2 ou 3 pièces.

On mesure donc l'urgence et l'étendue des besoins… Mais la Banque des territoires (filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations) et les collectivités territoriales (conseil régional, conseil départemental, communauté urbaine PMM, commune du Barcarès) ont visiblement d'autres priorités. Elles vont verser 46 millions d'euros … pour épauler les investissements du *Club Méditerranée*, entreprise qui fait deux milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Question subsidiaire : avec quarante-six millions d'euros, on peut rénover ou construire combien de T2 ou T3 pour des familles mal logées ?

René Granmont



Logements étudiants à Perpignan

Entre loyers, inégalités et manques de transparence.

À Perpignan, plusieurs étudiants dénoncent leurs conditions de logement, les difficultés financières rencontrées et un manque de transparence dans l'attribution des chambres universitaires.
Selon les témoignages recueillis, les loyers des logements CROUS* varient entre 190 et 500€ par mois. Pour 190€, certains disposent d'une chambre avec douche commune. D'autres déboursent 260€ charges comprises pour seulement 9 m². Les studios de 25 à 30 m² peuvent atteindre 490€ mensuels.
Mais au-delà des prix, c'est surtout la répartition des logements qui interroge. Plusieurs étudiants évoquent des chambres qui resteraient inoccupées, tandis que certains étudiants rencontrent des difficultés pour obtenir un hébergement adapté à leur budget. Une situation qui soulève des questions sur l'équilibre entre l'offre disponible, la demande et les critères d'attribution.

Des questions en suspens

Certains étudiants décrivent même l'obtention d'un logement décent comme une question de chance. Ils dénoncent également le manque d'informations accessibles sur le site du CROUS et l'état de certains hébergements.
Pour les étudiants internationaux, d'autres obstacles s'ajoutent. Certains affirment ne pas bénéficier de bourses et doivent justifier de ressources comprises, selon le pays d'origine, entre 7 500 et 10 500€ par an, notamment en l'absence de garant français. À cela peuvent s'ajouter des frais d'inscription différenciés d'environ 3 000€ pour certains étudiants hors Union européenne.
Un étudiant témoigne également être le seul occupant de son couloir dans l'un des bâtiments les plus chers. Comment expliquer que des logements puissent rester vacants alors que des étudiants peinent à se loger dans des conditions satisfaisantes ?
Ces témoignages interrogent sur les modalités d'attribution, ainsi que sur l'accessibilité financière et la gestion du Parc Universitaire par le CROUS.

J. H. et Y. L.

*C.R.O.U.S Les Crous, un réseau au service de 2,8 millions d'étudiants
Les Crous forment un réseau de 27 établissements avec une vocation unique : favoriser l'amélioration des conditions de vie des étudiants, au quotidien, pour leur garantir les meilleures chances de réussite. Hébergement (174 077 places dans 779 résidences universitaires, Cités U, réparties en France), bourses, restauration…
Créés par la loi du 16 avril 1955, le Cnous et les Crous ont une vocation unique : favoriser l'amélioration des conditions de vie des étudiants, au quotidien, pour leur garantir les meilleures chances de réussite.

Le PCF en campagne sur le logement

« La priorité, ce n'est pas la préférence nationale. La priorité, c'est de construire des logements pour que tout le monde soit bien logé » a répondu en préambule Fabien Roussel au Journal de l'Agence.

Bruno Retailleau, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon sont passés avant lui. Le candidat communiste a donc réaffirmé sa volonté de faire du logement l'un des enjeux majeurs de la prochaine élection : « *la crise du logement est avant tout une crise de l'offre, aggravée par le manque de moyens accordés aux bailleurs sociaux et le poids des loyers dans le budget des ménages* ». Il a ensuite égrené les principales mesures qu'il porte et les objectifs de luttes à mettre en œuvre.

- Construire 200 000 logements sociaux par an pendant 5 ans
- Renforcer la loi SRU, augmenter le pourcentage exigible en zone urbaine de 25 à 30 % et promouvoir une loi SRU 2, pour accélérer les constructions
- Augmenter les pénalités pour les communes ne respectant pas la loi et aider les communes qui, au contraire, construisent ce qui est nécessaire
- Autoriser la réquisition municipale de bâtiments vacants et leur transformation en logements
- Redonner des moyens financiers aux bailleurs sociaux et aux organismes HLM (15 milliards/an d'aide à la pierre)
- Encadrer les loyers
- Revaloriser les APL, aides personnalisées aux logements
- … Avec les recettes qui vont avec.

La rénovation énergétique n'est pas oubliée
Très importante d'un point de vue social, à cause des dépenses d'énergie (chauffage et clim) et majeure d'un point de vue environnemental, le programme du PCF prévoit de financer les travaux d'isolation et d'adaptation des bâtiments pour mieux protéger leurs occupants contre le froid, les fortes chaleurs et l'humidité. Et le tout est chiffré.

Michel Marc



Loi SRU

Un souffle pour le logement social

La loi SRU (relative à la solidarité et au renouvellement urbain) adoptée le 13 décembre 2000 et initiée, notamment, par le communiste Jean-Claude Gayssot, modifie en profondeur le droit de l'urbanisme, du logement et de la copropriété.
Parmi ses principales mesures, l'article 55 et le quota de logements sociaux :
Cet article impose à certaines communes de disposer d'un taux minimum de 25 % de logements sociaux (20 % dans les territoires moins tendus).
Sont concernées les communes de plus de 3 500 habitants appartenant à une agglomération ou un EPCI de plus de 50 000 habitants. C'est le cas dans notre département avec la communauté urbaine Perpignan-Méditerranée.
Les communes qui ne respectent pas ce quota subissent un prélèvement financier. On le voit, une loi qui va donc dans le sens de la démocratie et facilite l'accès au logement social ainsi que la mixité sociale. Une loi qui lutte contre la ségrégation territoriale. À Neuilly, la commune paie les pénalités !
Pas étonnant, donc, que, depuis sa promulgation, la loi SRU n'ait cessé d'être menacée par les gouvernements. En septembre dernier, le journal *L'Humanité* constatait que le gouvernement macroniste multipliait les propositions d'assouplissement de la loi SRU. Il faut également savoir que Marine Le Pen promet de l'abroger !

Nicole Gaspon

Histoire de la CNL

La *Confédération Nationale du Logement* (CNL) a été fondée en 1916 pendant la Première Guerre mondiale. Elle a été créée pour défendre le droit au logement et améliorer le cadre de vie. Au fil des ans, la *CNL* a élargi son champ d'action pour inclure également les personnes accédant à la propriété de leur logement. En 1980, elle est devenue une association agréée de consommateurs. La *CNL* est engagée contre toutes formes de discriminations et pour la justice sociale et écologique. Elle aide les habitants à connaître leurs droits et à les faire valoir.

L'association dénonce l'imposture sociale du RN

Ils étaient à Orléans le jour du congrès du RN. Et ils l'ont fait savoir. « *Nous voulons dénoncer leurs mensonges avec d'autres organisations de locataires. Et nous y avons formulé un contre-projet* ». C'est clair, l'association est engagée. Et engagée contre le parti d'extrême droite. Le porte-parole a ainsi donné quelques exemples : « *le RN a voté contre l'augmentation du SMIC ; Il a voté contre le gel des loyers ; il veut supprimer la loi SRU, pilier de la république et de la solidarité nationale ; il prône la préférence nationale, stigmatise et laisse libre cours à la xénophobie. C'est tout le contraire des valeurs que nous défendons, valeurs du vivre ensemble et de solidarité* ».

M. M.



Manifestation du 5 novembre

Une très forte mobilisation

© Emmanuel Floquet

L'intersyndicale *CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU* et Solidaires a réussi son pari, rassemblant au-delà de ses rangs les lycéens, étudiants, gilets jaunes et primo manifestants.

L'ampleur de la manifestation de Perpignan le 5 novembre a démontré que ni les lycéens et étudiants, ni les travailleurs du public et du privé, ni les chômeurs et encore moins les retraités ne veulent attendre encore six mois pour de véritables changements. Les 7 000 manifestants ont dit fermement à Macron et Lecornu que c'est maintenant qu'il faut augmenter les salaires, s'occuper des services publics et surtout mettre en œuvre une vraie justice sociale en faisant participer les super-riches et les superprofits.

On ne lâche rien !

Intergénérationnelle, festive, musicale, la manifestation a parcouru les grands boulevards de la ville, dans une mobilisation réunissant fonctionnaires, salariés, étudiants, lycéens et retraités. Pouvoir d'achat, meilleures conditions de travail et d'études, renforcement des services publics : autant de revendications légitimes portées par les manifestants. Boulevard Jean Bourrat, les organisateurs ont pris la parole : « *tout augmente sauf les salaires et les pensions Le projet de budget s'attaque aux plus précaires et aux malades et affaiblit le rôle protecteur de la Sécurité sociale.* » La manifestation s'est déroulée sans incidents et s'est terminée place de Catalogne par un barbecue solidaire et musical. Le gouvernement a bougé en convoquant une conférence sociale lundi 9 novembre. Affaire à suivre.

Jacques Pumaréda

Perpignan

CPAM : la justice après l'arbitraire

Au mois de juin 2024, à l'appel des syndicats CGT et FO, les salariés de la CPAM s'étaient mobilisés au soutien d'une collègue menacée de licenciement, sur l'unique base de la délation d'un professionnel de santé, alors que celui-ci était en litige avec la CPAM pour suspicion de fraude. Malgré la mobilisation du personnel, cette salariée s'était vue notifier en juillet un licenciement pour faute grave, licenciement qu'elle a contesté dans la foulée devant les prudhommes.

Les juges prudhommaux n'ayant pu se départager, l'affaire a été renvoyée devant le juge départiteur, qui est un juge professionnel. Ce dernier a donné raison à la salariée. Il a signifié à l'aide d'une argumentation juridique rigoureuse la nullité du licenciement et ordonné notamment sa réintégration, comme elle l'avait demandée.

Avant de crier victoire, rappelons à ce stade que ce jugement de première instance est susceptible d'appel. Néanmoins, il démontre s'il en était besoin l'utilité de la justice prudhommale. Cette juridiction, malmenée depuis des années, devrait pouvoir répondre au plus vite pour ne pas laisser les salariés dans l'attente pendant des années. Ce jugement illustre aussi le manque de prise en compte des organisations syndicales qui avaient alerté sur cette situation qui leur semblait injuste et infondée, situation qui s'est traduite par un terrible gâchis humain. Souhaitons qu'elle soit un rappel à tous que tout n'est pas permis, et que les organisations syndicales sont là pour faire respecter les droits des salariés lorsque l'arbitraire les frappe.

Hommage à Altramuz Bujan

Elle s'appelle Muz, de son vrai prénom Altramuz, en français fleur de lupin, une plante dont les épis se dressent fièrement vers le ciel alors que les racines s'enfoncent profondément en terre. Son portrait en somme ! Réfugiée en France dans les bras de sa mère, bébé, comme beaucoup de républicains espagnols en 1939, Muz a certainement appris très jeune à résister. Muz, c'est une personne qui marque une amitié, une personnalité affirmée, joyeuse, dynamique et chaleureuse, aussi bien inflexible que débordante de bienveillance. Incontestablement, cette force de caractère l'a aidée à affronter les épreuves qui ont marqué sa vie, notamment le licenciement arbitraire et discriminatoire dont elle a fait les frais en 1980.

Nous l'avons connue dans ces circonstances révoltantes. Infirmière, déléguée syndicale CGT, secrétaire du comité d'entreprise de La Perle Cerdane (ALEFPA) à Osseja. La direction voulut la licencier pour avoir les mains libres pour réduire plus facilement les effectifs de l'établissement. Il s'en suivit en Cerdagne une mobilisation de solidarité en sa faveur animée par l'UL CGT et la section du Parti communiste.

Le combat fut long en procédure et souvent solitaire jusqu'à la Cour de cassation. Après 12 ans de combat judiciaire, la cour d'appel de Montpellier lui donna raison et elle fut rétablie dans ses droits et put récupérer une partie des salaires qui ne lui avaient pas été versés durant cette période. Il lui en a fallu de la détermination, de la constance avec le soutien de son compagnon pour subir cet acharnement de la direction.

Elle a tenu bon, elle n'a rien lâché, elle a finalement gagné mais à quel prix ! Prendre de la distance s'avérait être la seule solution envisageable, malgré l'élan de solidarité qui se manifestait largement, au-delà même de l'établissement. Ainsi, Muz est partie vivre à Villenave-d'Ornon, en Gironde. Elle y vécu de longues années paisibles. Comme elle disait, bien que touchée par la maladie qui lui faisait oublier le passé récent « *le mauvais je l'oublie, je ne me souviens que du bon.* »

Que nos pensées l'accompagnent ainsi qu'à ses proches, sa famille, Balam notre amitié et notre affection leur sont adressées à distance et avec la plus grande sincérité.

Monique et Patrick Guerrero

Rivesaltes

Les agents des C.M.A/C.F.A en grève pour les salaires


© Jean Villert

Mardi 3 novembre les salaries des chambres consulaires et des centres d'apprentissage étaient en débrayage et en gréve à Rivesaltes à l'appel du syndicat CGT, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (N.A.O) pour obtenir des hausses de salaires. Ils revendiquent une hausse de 6€ du point d'indice. Administratifs, formateurs et agents techniques. Comme chaque année, C.M.A* France (Chambre des métiers et de l'artisanat) a communiqué en instance paritaire un résultat net positif de 34 M€ pour l'ensemble du réseau national en 2025, après celui de 51M€ en 2024.

Côté recettes, l'apprentissage est devenu la première source de financement des C.M.A mais les directions ont construit des budgets prévisionnels sous évalués qui ne prennent pas en compte, selon le syndicat CGT, une progression d'environ de 9,1 % soit 60 M€ de recettes supplémentaires par an pour le réseau. Il existe donc des marges confortables pour augmenter les salaires. Environ 42M€ pour porter le point à 6€.

Moins 16 % en 15 ans !

Depuis 2011 les agents ont perdus 16% de leur pouvoir d'achat ! La hausse actuelle du carburant est une réalité très concrète. Les salariés demandent qu'une partie des nouvelles ressources dégagées par leurs activités serve à revaloriser ceux qui font fonctionner les C.M.A. Il faut savoir que, chaque fois que les C.M.A ont fait des bénéfices, l'État a ponctionné ces marges de manœuvre. D'après le syndicat CGT, « *il est grand temps d'utiliser ces fonds pour rémunérer les agent(e)s à leurs juste valeur* ».

J. V.

* CFA désigne un Centre de Formation d'Apprentis, tandis que CMA signifie Chambre de Métiers et de l'Artisanat, l'organisme public qui supervise et finance de nombreux CFA en France.

Perpignan

À Perpignan, plusieurs enseignes du centre-ville ferment, François Fiter et Mathias Blanc, élus Perpignan Autrement, lancent l'idée d'assises du commerce en centre-ville. Ils mettent les pieds dans le plat.

Depuis quelques semaines, dans le centre-ville de Perpignan, trois cafés emblématiques, une brasserie, des commerces, treize enseignes en tout, ont baissé le rideau, une véritable hécatombe. Les raisons vont de la cessation d'activité pour retraite sans repreneur à la liquidation judiciaire. Face à une situation aussi grave qu'inédite, Françoise Fiter et Mathias Blanc, élus d'opposition *Perpignan Autrement*, dans un communiqué, lancent la proposition d'« *Assises du commerce en centre-ville* ».


Mathias Blanc, élu d'opposition Perpignan Autrement.

Considérant que cette situation soulève beaucoup d'inquiétude pour l'emploi, pour l'animation, et constatant que la ville « *souffre d'un manque d'ambition, de vision et de stratégie permettant de soutenir son activité et de faire vivre son commerce* », les deux élus ont eu l'idée de ces assises qui permettraient de « *mettre autour de la table tous ceux qui sont concernés par le commerce de proximité* ». Ils appellent la municipalité à prendre l'initiative de ces assises.

Les responsables de la FNAC et des *Galeries Lafayette* ont également alerté la municipalité. Les deux élus de Perpignan Autrement invitent ceux-ci à s'engager dans cette démarche d'assises. Seront-ils entendus ? Rien n'est moins sûr.

N. G.

À la rencontre des salariés de Solutions 30



© Michel Marc

Tôt le matin, vers 6h45, les premiers salariés arrivent. Voitures individuelles ou véhicules de l'entreprise, et camions. Il fait froid. Les militants communistes de Perpignan sont à leur poste. Ils distribuent à chacun le papier imprimé, un A5 recto verso. Tous s'arrêtent et prennent le tract. Dans ce tract, il y a d'abord un soutien sans faille porté par le PCF aux salariés. L'autre partie, c'est l'analyse que font les communistes du désastre annoncé. Le capitalisme est clairement mis en accusation. Quelques discussions s'engagent autant que possible. Les salariés remercient les militants. La perspective d'une rencontre avec quelques-uns se dessine et rendez-vous est pris au local du PCF 66. Plus de 80 salariés ont été contactés.

M. M.



généré par IA

HONTE !

Une USAP, au petit trot, prend une leçon de rugby à Pau (63-26). Trop de rugby tue le rugby.

En ce samedi de novembre à Pau pas de... trêve pour les déculottées que prend régulièrement l'USAP à l'extérieur.

Après les 50 points encaissés à Montpellier, 55 au Racing, 38 à Toulouse, les sang et or repartent de Pau avec 63 points dans les valises pour un total... sans énergie, en quatre déplacements, de 206 points et une moyenne de 51,5 points par match. Uniquement 38 à Paris chez des Soldats Roses encore en vacances, leur rendant tout de même 36 points pour un bonus défensif qui avait, en début de saison, un goût de victoire. Et malgré la fin de match encourageante à Toulouse, même si les Haut-Garonnais avaient assuré le score avant la mi-temps, il est difficile de trouver des points positifs lors des déplacements des hommes de Laurent Labit.

Vous avez dit branquignoles ?

Parmi les synonymes les plus courants de branquignole, nous retiendrons rigolo ou tocard. Ne batailler que seize minutes sur un terrain de rugby, avec dans les tribunes des supporters catalans qui se sont payé (au sens propre comme au figuré) dix heures de bus pour voir une telle mascarade, est indigne d'un joueur de rugby professionnel. Faire croire à des suiveurs que l'USAP se déplace dans le Béarn pour faire un coup est indigne d'un joueur au paletot frappé du blason. Des déclarations d'avant-match non suivies du moindre effet. Une image reflète le manque de vaillance de certains joueurs sang et or : une seconde ligne de Pau traverse la défense de l'USAP sur la ligne médiane. Très surpris, il se retourne et n'aperçoit aucun joueur catalan à ses trousses... Vous avez dit manque d'implication ?

Et la touche qui ne progresse pas depuis la nuit des temps et qui procure à l'adversaire des munitions inespérées. La Section Paloise qui excelle dans les ballons de récupération n'en demandait pas tant. Quant aux rucks, un manque d'investissement flagrant, aucune envie de batailler. La défense ? Souvent porte de saloon. Un leader sur le terrain ? Qui ? Le staff donne même l'impression d'avoir du mal à trouver des solutions à tous ces problèmes. Et même si l'équipe de Pau, grandement sponsorisée par Total-Energies, n'a aucun souci à se faire quant au recrutement de joueurs de haut niveau et de jeunes en devenir, ce n'est pas le cas pour l'USAP qui ne compte que sur Roc Eclerc. Quand l'une des deux équipes ne manque pas de carburant, l'autre est déjà au fond du trou... Bien entendu le fric ne fait pas tout mais il contribue à stabiliser les fondations d'une équipe. Les déculottées à l'extérieur sont-elles le résultat d'un manque de moyens financiers ? Peut-être ! D'une lassitude des joueurs devant le nombre de matchs imposés sur une saison ? Possible !

Où va le rugby moderne ?

Et même s'il est plus spectaculaire que celui des années 60, force est de constater que le rugby pratiqué actuellement est très énergivore, mais surtout hyper destructeur au sens propre du terme. Quelle est l'équipe qui, à l'issue des neuf premiers matchs de la saison n'a pas à déplorer une kyrielle de blessés ? Dix, douze, quinze, avec des traumatismes souvent graves, mais surtout des blessés longue durée. Les pelouses hybrides, de par leur composition, même si elles favorisent la rapidité du jeu, sont à l'origine d'un nombre d'accidents en constante évolution. Sous l'emprise des médias, de Canal, les matchs de Top 14 se jouent même pendant les fenêtres internationales. Les joueurs sont de plus en plus sollicités. C'est le seul sport en France qui peut s'enorgueillir (?) de faire évoluer ses clubs en même temps que son équipe nationale. Les clubs les plus aisés financièrement, à l'effectif pléthorique, s'en sortent. Une équipe comme l'USAP, beaucoup moins friquée, ne peut pas prendre de jokers médicaux pour compenser ses nombreuses blessures ou joueurs dans les sélections nationales respectives et se voit dans l'obligation de faire des impasses. À l'extérieur bien entendu ! Ce qui ne dédouane aucunement le manque d'implication de certains. Deux semaines de repos après ce début de saison hyper stressant permettront aux joueurs de recharger les accus physiquement mais surtout mentalement avant un déplacement, pas évident, à La Rochelle. L'USAP devrait dès lors récupérer quelques éléments et montrer enfin un visage plus compétitif en déplacement, évitant ainsi une honte supplémentaire à ses supporters.

Fins aviat

Jo Solatges

Où sortir ?

Perpignan

L'ARCHIPEL Scène nationale de Perpignan

FESTIVAL AUJOURD'HUI MUSIQUES
création sonore et visuelle

Ven 13 novembre — Verrière
Public
SOLO PIANO
Agathe di Piro - Contemplations
Concert de 1re partie de soirée
Entrée libre

Ven 13 novembre — Le Carré
QUARTET PRIMA KANTA
In a Purple Time | Prima Kanta
Concert Sandwich
12 € tarif solidaire

L'ARCHIPEL EL MEDIATOR

Mar 17 novembre — Le Carré
HUNGER
Franck Vigroux | Cie d'Autres Cordes
DE 10 € À 24 €

Mer 18 novembre — Le Grenat
SILENCE
Lucie Antunes | Mathilde Monnier
« *Présenté au festival d' Avignon In 2026* »
De10 € à 30 €

Jeu 19 novembre — El Mediator
GANTA #9
Aesthesis + Pilar Talavera
2€

Ven 20 novembre — El Mediator
PULSE 2#
Tadej Droljc + Annabelle Playe avec Marc Siffert et Hugo Arcier + Takkak Takkak + Brodinski
18 € réduit / 20 €

PROJECTIONS

INSTITUT JEAN VIGO

Mardi 10 novembre
19h · projection
LA BARBE À PAPA
PAPER MOON | PETER BOGDANOVICH | USA, 1973, 1h42 | DCP
Interprètes : Tatum O'Neal, Ryan O'Neal, Madeleine Kahn
7€ / réduit 5€



© LucAs

Dédicace musicale

Romain Hervé. Pour Alain Marinaro

Fidèle à celui qui fut son ami et condisciple, le pianiste Romain Hervé est revenu une fois de plus à Banyuls pour lui rendre un nouvel hommage.

Jeune pianiste talentueux et reconnu comme tel, Alain Marinaro disparut tragiquement à Barcelone il y a plus de vingt-cinq ans.
Pour faire vivre son souvenir, ses parents ont instauré une série de concerts dont le premier a eu lieu à Banyuls-sur-mer il y a vingt-cinq ans. Et c'est à Banyuls que le pianiste Romain Hervé qui fut son ami et condisciple est venu une fois de plus pour lui rendre un fidèle hommage et honorer la magnifique action que mènent depuis ses parents, Jean-Yves et Dalila Marinaro.

La richesse, la variété du jeu de Romain Hervé offertes en un seul concert

À chaque audition nous avons apprécié le jeu et la ténacité de ce virtuose du piano (il lui arrive par exemple de proposer en totalité 27 études de Chopin). Mais le bonheur du 1er novembre, cette année, à Banyuls, c'est que cet artiste nous a offert, d'un seul tenant, toute la richesse, toute la variété, toute la maîtrise de son jeu, dont les critiques autorisés évoquent « *l'élégance, la pudeur et la grâce.* »
Qu'on en juge : Chopin pour commencer. Deux polonaises (*opus 26 n° 1 et opus 40 n°1 dite militaire*). Que l'on retrouve ici avec le plus grand bonheur et trois Mazurkas (*opus 67 sol mineur, do majeur, la mineur*). Et ce qui représente pour Chopin la Pologne, nous dit l'interprète ce ne sont pas les Polonaises, mais bien les Mazurkas.
Un compositeur vivant pour changer de style : Christian Schittenhelm (né en 1963). Il a composé des œuvres symphoniques, des comédies musicales, des poèmes symphoniques dont certaines ont connu des arrangements de Romain Hervé qui nous propose « *Je suis la vie, la terre* », « J'ai déchiré mon voile », « *Mon prince a disparu* », des pièces d'une très grande sensibilité.
Franz Liszt est un grand moment. Le pianiste nous fait ressentir, avec sa propre sensibilité, avec la puissante marque de son talent, toute la richesse, toute l'immense étendue de ces œuvres : « *la chapelle de Guillaume Tell* » extrait des années de pèlerinage et « *Harmonies du soir* » étude d'exécution transcendante n°11. Puis ce sont des variations et paraphrases d'opéras, chacune différente : Rossini/Liszt « *Nessun maggior dolore* » extrait Otello ; Verdi/Smith : « *Va pensiero* », extrait de Nabucco ; Puccini/Bayless/Hervé : « *Nessun dorma* », extrait de Turandot. Encore une belle variété, venant conclure cette superbe richesse de jeu.
Le bonheur, tout simplement.

Yvette Lucas



Théâtre musical

Marqués d'un triangle rose

« Pink », un spectacle contre l'oubli fruit d'une collaboration entre le Mémorial de Rivesaltes et le centre LGBT+ dans le cadre du festival « Et alors ? »



© Laurie Guilbert

Jeudi 5 novembre au Mémorial de Rivesaltes était créé *Pink*, un spectacle musical sur le douloureux sujet de la déportation des personnes homosexuelles par les nazis, personnes marquées d'un triangle rose. Une création faisant suite à une résidence au mémorial ainsi qu'un travail d'archives. Spectacle en clôture du festival de cinéma *Et alors ?* initié par le centre LGBT+. Si Céline Sala-Pons, directrice du mémorial, et son équipe, ont patronné cette création, c'est qu'elle s'inscrit dans une des missions du mémorial : rendre une mémoire vivante. Or, la déportation des homosexuels par les nazis reste largement occultée, après la guerre, les victimes n'ont pas toujours été reconnues, des victimes qui ont mis longtemps avant de pouvoir parler. Le spectacle avait donc toute sa place au mémorial, même si les homosexuels déportés ne sont pas passés par Rivesaltes. Il s'est joué dans l'amphithéâtre du mémorial archi complet, distillant émotion et enthousiasme.

Pink, c'est du théâtre, de la musique et, pour matériau, une histoire vraie, le témoignage de Pierre Seel, déporté et militant homosexuel et de *Zig et Puce*, couple de femmes déportées et résistantes ayant survécu aux marches de la mort.

Sur scène, une structure avec rideaux qui se tirent devenant les différents décors de la narration, un pianiste, une chanteuse, et neuf comédiennes et comédiens. C'est coloré, joyeux au début, s'assombrissant peu à peu, sans jamais tomber dans le pathos, il s'agit de témoignages de militants. Beaucoup d'énergie, de mouvement par une troupe formidable d'engagement. Les épisodes chantés formant des pauses permettant une distance bénéfique.

Au final, un comédien retrace le long parcours pour la dépénalisation de l'homosexualité, en France, il aura fallu attendre la loi de 1982 ! Aujourd'hui encore, dans plusieurs pays l'homosexualité est punie de mort.

Pink, c'est une nouvelle réussite de la conjugaison du théâtre et de l'histoire, il serait dommage d'en rester là, ce spectacle mérite de tourner dans la région et au-delà.

Nicole Gaspon

Le TC hebdo communiste des P.O.

Le Travailleur Catalan
l'hebdo
Abonnez-vous !
Bulletin d'abonnement
à remplir lisiblement en lettres majuscules.

Scan Moi

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse :
N° : ..... Rue, Bd, Av.,etc... : ..... Nom de la voie : .....
Code postal ou cedex : ..... Ville : .....
Mail : ..... Tél. : .....

☐ Papier/ 1 mois 8,50€ ☐ Papier/ 3 mois 25€ ☐ Papier/ 6 mois 49€ ☐ Papier/ 1 an 98€ ☐ Papier + numérique/1 an 120€ ☐ Numérique/1 an 77€

Je règle :
Date : . . / . . / . . . .
☐ par chèque à l'ordre du Travailleur Catalan
☐ par prélèvement automatique
Joindre un RIB

Bulletin à renvoyer à : Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades - 66000 Perpignan. Tél. : 04 68 67 00 88 - Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

CANET EN ROUSSILLON





sainte marie la mer

MUSIQUE
UN VIOLON À LA MER
Centre culturel Oméga



CHIHIRO ATANABE
19 NOVEMBRE 2026 - 20H30
GAGNANTE DU CONCOURS INTERNATIONAL DE PIANO CLAUDE KAHN

Ville de Thuir
THEATRE des Aspres
Boulevard Violet, Thuir - 11h
De 6,00 € à 7,00 €



Midterms 2026

Les raisons d'une claque historique pour Trump

Le 3 novembre 2026, les électeurs américains ont infligé à Donald Trump l'une des plus sévères défaites présidentielles de l'histoire moderne des « midterms ».

Les Démocrates ont conquis le Sénat avec 54 sièges (+7) contre 44 aux Républicains. Il en reste 2 en suspens : l'Alaska et le Mississippi. La victoire des Démocrates est encore plus éclatante à la Chambre des représentants avec 254 sièges contre 162 aux Républicains, soit 42 sièges conquis. La meilleure performance en voix à la Chambre depuis 1976. Des bastions Républicains comme le Texas, l'Iowa, la Caroline du Nord ou le Kansas, qui n'avaient plus élu un Démocrate depuis près d'un siècle, ont basculé.

Le premier motif de ce désaveu est économique. Une flambée des prix de l'essence, aggravée par la guerre en Iran et la crise du détroit d'Ormuz, s'est ajoutée à une inflation persistante sur le logement, la santé et l'alimentation, elle-même nourrie par les droits de douane imposés par la Maison-Blanche. Les sondages à la sortie des urnes l'ont confirmé sans ambiguïté : environ quatre électeurs sur dix ont déclaré avoir voté pour exprimer leur opposition à Trump, contre moins de deux sur dix pour le soutenir.

L'inquiétude face au développement accéléré de l'Intelligence Artificielle (IA), avec son cortège de suppressions d'emplois redoutées, a également pesé, tout comme le recul démocratique perçu, les tentatives de purge des listes électorales et l'usage de fonds publics pour des publicités favorables au pouvoir.

Un renouvellement du visage de l'Amérique

Symbole le plus fort de cette victoire : les nouveaux élus, eux-mêmes, ressemblent à une Amérique que Trump avait passé au crible de ses politiques migratoires et identitaires. Au Michigan, Abdul El-Sayed, 42 ans, fils d'immigrés égyptiens, est devenu le premier sénateur musulman de l'histoire des États-Unis, après une campagne où ses origines avaient précisément été attaquées. À l'inverse du discours trumpiste, son histoire a séduit bien au-delà de son électorat naturel.

À Denver, Melat Kiros, née en Éthiopie et arrivée bébé aux États-Unis, est devenue à 29 ans la première femme de la génération Z élue au Congrès, sans avoir jamais occupé de mandat auparavant. Deux parcours d'immigration qui disent, à eux seuls, le rejet par les électeurs de la rhétorique de la peur. Ils ne sont pas seuls : le Texas a élu James Talarico au Sénat, l'Illinois a envoyé Juliana Stratton, cinquième femme noire sénatrice, et le Minnesota a fait de Peggy Flanagan, issue de la nation Ojibwe, l'une des premières sénatrices autochtones.

En renvoyant les Républicains dans l'opposition pour les deux dernières années du mandat Trump, les Américains n'ont pas seulement sanctionné un bilan économique, ils ont réaffirmé une vision pluraliste du pays, portée par une génération d'élus issus de l'immigration, des minorités et de la génération Z. Une claque politique, mais aussi un message sur l'identité même de l'Amérique.

Dominique Gerbault





MESSAGE DE MUMIA À LA FRANCE EN LUTTE

« *Mes chers frères et sœurs de Paris et de toute la France, en particulier les jeunes, les étudiants : ce que vous faites est remarquable et merveilleux, et cela me rappelle, dans les meilleurs moments, que lorsque les Français se rebellent, ils renouent avec leurs ancêtres révolutionnaires. Il y a une différence entre les Français et les Américains. Les Américains aiment garder révolution dans les musées, sous verre, intouchable dans de vastes salles froides, loin du peuple, mais les Français gardent leurs convictions révolutionnaires et leurs ancêtres dans leur cœur, dans leurs paroles, dans leur esprit et dans leurs actes ; et les jeunes, les jeunes d'aujourd'hui, me rappellent les jeunes de 1968, et c'est merveilleux. Je vous aime tous. Avec amour, sans peur* ».

Mumia Abu-Jamal



LIBÉRONS MUMIA !



Espagne

La voix de la rue avant le couperet des urnes

Nos voisins espagnols vivent une situation politique et sociale inédite avant les élections anticipées du 29 novembre prochain. Quelques clés pour comprendre les enjeux.

Le mouvement social espagnol s'est invité dans une période électorale tendue qui risque de faire revenir au pouvoir la droite espagnole (PP), flanquée de son extrême (Vox). C'est tout d'abord la crise du logement qui a mis le feu aux poudres avec des manifestations massives impressionnantes, notamment à Madrid. Au travers de cette crise, toutes les revendications sociales se suivent, l'Espagne ne pouvant pas échapper à l'inflation (5 % cette année) liée à la guerre de Trump contre l'Iran. Ainsi, pour la première fois depuis 2014, une grève générale a été lancée par les syndicats le 11 novembre dernier.

Les syndicats mettent en demeure des décideurs, l'État, les régions et le patronat, pour qu'ils appliquent la loi sur le logement proposée par le gouvernement et engagent des négociations sociales. Certes, la situation économique espagnole est relativement favorable, mais les inégalités sont toujours criantes et le chômage toujours assez élevé (10 % globalement et 23 % pour les moins de 25 ans) malgré l'envolée historique du salaire minimum (1121 €).

Tension, malaise

Les tensions avec l'UE, liées à l'intégration migratoire qui a permis la régularisation de plus de 500 000 personnes, ont rebondi avec la crise de Ceuta que la droite et l'extrême droite ont exploité pour remettre en cause la politique d'accueil du gouvernement. Sur le front du Service public, les récents événements liés au drame de l'accident ferroviaire d'Urda posent entre autres la question de l'utilisation des fonds européens pour moderniser les transports publics espagnols.

Le malaise général est aussi lié à une lassitude récurrente face à la corruption qui décrédibilise une grande partie de la classe politique, à droite certes, mais aussi au PSOE dans un contexte où les forces de la gauche alternative (Sumar et Podemos) devront apporter un appui précieux pour éviter prochainement le retour des nostalgiques du franquisme. Dans quelle mesure les mobilisations actuelles qui impliquent une partie de la jeunesse, comme en France, influenceront le résultat du 29 novembre ? L'Espagne pourra-t-elle continuer à proposer une voix différente de celle de l'Union européenne en soutenant le peuple palestinien, en revendiquant la paix et en soutenant la politique de Lula au Brésil, sans compter la solidarité avec Cuba ? Deux questions importantes qui conditionnent l'évolution des rapports de force.

Yvon Huet



La stratégie du pourrissement

Le Premier ministre, à l'issue de la conférence sociale à Matignon le 9 novembre, annonce un coup pouce anticipé du Smic qui, associé à la revalorisation automatique du salaire minimum, ne dépasse pas dix euros mensuels.

Les syndicats n'en attendaient pas grand-chose mais ils ont quand même été déçus : la grande conférence sociale annoncée au débotté par le Premier ministre pour tenter d'assécher le mouvement de contestation a, comme prévu, tourné court. Faute d'ambition politique et de volonté de faire pression sur un patronat rétif au dialogue, la rencontre a accouché de quelques mesures de faible envergure.

Trois petites heures de discussion pour acter des non-mesures

C'est plus qu'il n'en faut pour écrire un film dont le scénario est joué d'avance, avec deux camps irréconciliables et un gouvernement qui n'avait aucune envie de braquer le patronat. Les organisations syndicales plaidaient pour une hausse substantielle du salaire minimum et plus généralement pour une hausse des rémunérations, afin de tenir compte de l'effondrement du pouvoir d'achat.

La France traverse en la matière l'une des trois pires crises de son histoire récente : il faut revenir à 1984 (tournant de la rigueur mitterrandien, marqué notamment par la désindexation des salaires sur l'inflation) et 2013 (choc fiscal du quinquennat de François Hollande dans un contexte de croissance morose) pour retrouver des baisses comparables. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si les revendications du mouvement social sont jugées légitimes par 88 % des Français, selon un sondage Elabe pour BFMTV. En dépit de ce contexte social explosif, l'exécutif ne souhaite pas augmenter le Smic trop fortement, comme il n'a pas arrêté de le marteler en amont de la conférence sociale. « *Si on augmente trop vite et trop fort les salaires, les masses salariales augmentent, les entreprises sont dans la difficulté et elles réduisent l'emploi* », expliquait Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail.

Cadeaux fiscaux : Macron a privé les finances publiques de 929 milliards d'euros

Dans ce contexte, la discussion du budget montre la volonté du gouvernement de continuer de faire des cadeaux fiscaux aux plus riches. La droite parlementaire et l'extrême droite font tout ce qu'elles peuvent pour faire capoter les amendements proposés par la gauche concernant la mise en place de mesures de justice fiscale. Le rejet de la taxe Zucman ou de l'impôt sur la fortune est le marqueur de cette orientation toujours plus favorable aux milliardaires. Le peu d'empressement du gouvernement à revaloriser le salaire minimum ne peut que ravir le patronat, vent debout par principe contre toute hausse du prix du travail. En réalité, la feuille de route des organisations patronales à la conférence sociale consistait surtout à obtenir de l'exécutif qu'il recule sur son projet de réduire les allégements de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises.



La volonté du gouvernement est de tenter de diviser et de laisser s'essouffler les mouvements sociaux, que ce soit les salariés ou la jeunesse. Il veut jouer la répression contre les revendications d'une masse de plus en plus importante de nos concitoyens. Tout cela en favorisant l'extrême droite en lui servant de marchepied. L'« *extrême centre* » devient, ainsi, de plus en plus, le fourrier du RN.

Roger Rio

66% DE RÉDUCTION D'IMPÔT !

Grâce à notre partenariat avec Presse et Pluralisme, association d'intérêt général, vos dons sont déductibles de vos impôts à hauteur de 66% du montant versé.

LE TRAVAILLEUR CATALAN

☐ Je fais un don de |_|_|_|_|_|_| € au profit exclusif du Le TC

et je libelle mon chèque à l'ordre : presse et pluralisme

Opération Le Travailleur Catalan

à l'adresse : Le Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - 66000 Perpignan

Je précise mes coordonnées :

Nom : ..... **Prénoms :** .....

Adresse : .....

.....

.....

Code postal : ..... **Ville :** .....

Coupon à détacher et à renvoyer à l'adresse du Travailleur Catalan !

Je fais un don

www.letc.fr

Un grand merci à toutes celles et ceux qui font un don ! Votre soutien est précieux.

Francis Michel Verdaguer 30€ / Paul Taverner 50€ / Janine Mandrau 50€ / ...